

Albi, le 13 janvier 2023

Communiqué de presse

Encore 10 suppressions d'emplois à la DDFiP du Tarn en 2023

En 2023, la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) du Tarn perd 10 emplois, quand 850 sont supprimés au niveau national. Ces suppressions viennent s'ajouter aux 143 depuis 2009, première année de plein exercice de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Sept de ces dix suppressions d'emplois concernent les services les plus sollicités par nos usagers (Service des Impôts des Particuliers et Services de Gestion Comptable).

Depuis des années, les organisations syndicales des Finances Publiques du Tarn alertent sur la destruction de votre service public. Aujourd'hui, il ne demeure plus une seule trésorerie rurale dans notre département : la dernière, à Réalmont, a fermé le 31 août 2022. Il ne reste plus que deux Services des Impôts des Particuliers et deux Services des Impôts des Entreprises, sur tout le territoire, à Albi et à Castres.

Un ancien ministre de l'économie avait déclaré que la DGFIP était une administration « socialement utile et budgétairement rentable ». Plus récemment, un autre ministre disait de nos missions qu'elles sont « au cœur de la République ». Il y a le discours et il y a les faits. Ces suppressions d'emplois, incessantes, sont vécues chaque année plus douloureusement par des agents des Finances Publiques sidérés par tant de mépris.

Ces suppressions d'emplois n'ont d'autre logique que de faire des économies. La DGFIP continue d'être exemplaire en la matière, faisant fi de l'usure de ses agents, comme des attentes de nos usagers.

A cette logique comptable, nous continuons d'opposer le sens de nos missions : faire entrer l'argent dans les caisses de l'État, asséoir l'impôt et participer au consentement fiscal en se mettant au service des contribuables, verser les payes des agents publics qui sont au cœur du service public, depuis les enseignants jusqu'aux personnels hospitaliers, lutter contre la fraude fiscale, veiller à la dépense publique et conseiller les collectivités à l'heure où les budgets sont mis en péril entre inflation et crise de l'énergie.

Nous disparaissions, petit à petit, dans l'indifférence générale, remplacés par l'informatique et par l'utilisateur lui-même à qui il est demandé de faire tout seul, de se débrouiller. Alors, si vous avez des difficultés pour joindre nos services, pour être reçus, si vous trouvez que nous sommes trop lents à traiter vos demandes, si vous trouvez anormal qu'une mise à jour suite à la vente de votre maison prenne plus de 2 ans... il ne sert à rien de s'en prendre à nous. Nous vous invitons plutôt à aller vous plaindre auprès de vos élus.

Solidaires Finances Publiques	FO DGFIP	CGT Finances Publiques	CFDT Finances Publiques
Aurélien Fabre 06.45.22.31.23	Michel Suau 06.88.91.47.14	Sandra Serres 06.99.88.25.32	Cyrille Arbeille 06.24.39.50.63